

Lettre aux insoumis - Que s'engage, enfin, une discussion politique digne de ce nom

samedi 17 juin 2017, par [RAGUET Alexandre](#) (Date de rédaction antérieure : 15 juin 2017).

L'objet de ce texte n'est pas de causer une énième polémique. Il est, au contraire, le souhait que s'engage, enfin, une discussion politique digne de ce nom.

L'objet de ce texte n'est pas de causer une énième polémique. Il est, au contraire, le souhait que s'engage, enfin, une discussion politique digne de ce nom. Chaque texte publié avait cet objectif, au demeurant, même si le ton peut parfois déranger je l'admets (ce qu'il faudrait admettre de tous les côtés). Mettons sur le compte de l'imminence de la campagne électorale la violence qui fût la vôtre pour vous en prendre à toutes les critiques politiques qui se sont exprimées contre la France Insoumis et Jean-Luc Mélenchon ; violence qui assimilait (et assimile parfois encore) les critiques venues de la gauche (c'est-à-dire entre camarades) à celles venues de la bourgeoisie et des médias dominants. C'est en ça que, notamment, je parlais de pratique stalinienne, dans cette volonté de ne pas entendre et discuter les désaccords, en renvoyant les contradicteurs aux rôles d'adversaires (faisant le jeu, tour à tour, de Le Pen, Fillon, Macron, etc.).

Mon courrier ne vise nullement à remettre en cause les désaccords - profonds, j'y reviendrai - que j'ai avec vous. Il est simplement une tentative nécessaire pour renouer le dialogue, alors que les néo-libéraux autour de Macron promettent un pouvoir autoritaire, antisocial et productiviste. Mon courrier s'adresse à vous, mais la démarche concerne toutes celles et ceux qui, à gauche, souhaitent dépasser les désaccords stratégiques pour construire une opposition de gauche, un front social et politique à Macron pour ne pas laisser à la droite et à l'extrême-droite le rôle d'alternative.

Je le dis de suite : je ne rejoindrai pas la France Insoumise. Et des milliers de militants, à gauche, ne le feront pas. La gauche c'est le pluralisme, et c'est donc des organisations différentes, avec des pensées différentes, qu'il faut respecter. Je respecte pour ma part votre démarche populiste, inspirée de Mouffe et Laclau, mais je la combats politiquement, comme beaucoup des militants d'autres organisations combattent la pensée et la stratégie qui vous a fait atteindre 19,6% à la présidentielle, puis baisser aux législatives. Le populisme, incarné par Jean-Luc Mélenchon (entendons-nous bien, « populisme » dans ma bouche n'assimile pas les insoumis à Le Pen, que je qualifie d'extrême-droite et néo-fasciste), a fait ses preuves de manière électorale à partir du moment où la politique se détermine à travers un homme (je parle de stratégie, je ne limite pas la FI à JLM). La V^e République, ou plus exactement la Présidentielle dans la V^e République, s'accommode d'une telle stratégie puisque, justement, ce qui fait « peur » au système (vraiment peur, car partiellement les capitalistes n'ont pas vu d'un bon œil la montée de JLM) c'est la création d'un mouvement militant de masse, avec des militants formés politiquement, remettant en cause le système politique et économique, autrement dit la construction d'un parti « des travailleurs » (au sens large) pour imposer un autre pouvoir. La France Insoumise, malgré toutes les qualités que l'on peut lui trouver, n'organise pas des milliers de militants, mais rassemble des milliers de soutiens dans un contexte électoral. *Quid* de l'après-élection ? Nous verrons bien. Mais deux choses peuvent déjà être affirmées :

- La première, c'est que la construction d'un outil politique utile sur la base d'une campagne électorale ne fonctionne jamais longtemps. C'est en général dans l'autre sens que les mouvements se construisent et sont plus forts, c'est-à-dire lorsque la dynamique part d'abord d'expériences militantes pour chercher un débouché politique autre qu'électoral. L'élection n'est alors qu'un moment tactique (et au demeurant fort utile). Le risque ici est que la FI se transforme en secte électoraliste ou s'intègre totalement au système (ce qui semble difficile dès maintenant puisque peu de députés FI vont être élus).

- La deuxième chose c'est que si la FI fût hégémonique à la présidentielle à gauche, ce phénomène doit être totalement discuté. D'abord il y a eu un fort vote utile pour tenter d'envoyer la gauche au second tour. Ensuite, malgré leurs petits scores, d'autres courants politiques étaient présents à cette élection et ont rencontré un écho non-négligeable, comme Philippe Poutou et le NPA. Enfin, les élections législatives montrent que FI n'est déjà plus hégémonique. Au niveau national, le score est équivalent à celui du PS-PRG, le PCF réalise 4% et EELV 3%. Tout ça pour dire qu'une alternative crédible ne peut être que unitaire, le cadre FI ne pouvant être le lieu de l'unité.

La FI ne peut pas, en effet, être un lieu de convergences. D'abord parce qu'il y a un programme, *L'Avenir en Commun*, qui n'est pas partagé par tout le monde. Il s'agit d'une démarche keynésienne qui se situe pleinement dans le cadre capitaliste légal. Si un certain nombre de mesures politiques vont dans le bon sens, elles perdent leur caractère anticapitaliste puisqu'elles sont enrobées du respect de l'Etat, de ses Institutions, etc. Or, c'est justement la combinaison de la construction d'un nouvel Etat dans l'Etat (un contre-pouvoir légitime) et la question du pouvoir économique (sur la production) qui détermine qui a le pouvoir.

Je ne reproche nullement aux insoumis de défendre une ligne réformiste classique. Je justifie simplement le fait que le cadre FI ne peut, dès lors, être un cadre unitaire. Par ailleurs, le fonctionnement populiste et donc non-démocratique de FI nous empêche aussi d'en faire notre organisation militante puisque, pour nous, le fonctionnement du parti (comme de la lutte) détermine - de manière embryonnaire - le fonctionnement de la société que nous voulons.

Un autre choix tactique pourrait être, pour la FI, de tendre au rassemblement des réformistes, dans la FI, pour aller vers un Front de Gauche plus centralisé et plus efficace car moins démocratique (ce que le Front de gauche n'était pas beaucoup non-plus, à cause du PCF à l'époque). Sauf que, là encore, ce choix semble compliqué puisque justement des désaccords existent aussi entre réformistes. C'est le cas sur l'omniprésence de Mélenchon, électron-libre et autoritaire. C'est le cas sur le fonctionnement de l'organisation (qui décide, dans quel cadre ?). C'est le cas aussi par exemple sur la politique d'accueil des migrants, l'islamophobie et la politique internationale (thèmes qui incarnent également des désaccords très importants avec le NPA). C'est enfin surtout impossible pour un parti comme le PCF de se dissoudre dans FI, lui qui mène toujours une lutte épuisante et à mort pour sauver son appareil qui prend, par ailleurs, une nouvelle grosse claque lors de ces législatives.

Je ne vais pas étaler plus longuement les désaccords dans cette lettre. Je l'ai déjà fait dans d'autres billets, journaux ou sites. Militant communiste révolutionnaire, je juge essentiel de discuter, de manière polémique, des prises de position des autres partis de gauche, puisque c'est cette polémique qui, justement, devrait faire bouger les lignes entre nous. Si personne n'a à rejoindre l'entière des idées révolutionnaires, personne ne devrait avoir à se soumettre au réformisme. Le réformisme est une notion « innée » dans notre classe sociale. Les salariés, les jeunes, les chômeurs, les retraités, ne sont pas révolutionnaires par essence et se tournent toujours en premier lieu vers les réformistes, plus nombreux, répondant à une volonté d'améliorer la vie pacifiquement et non de la changer radicalement, avec les risques qui en découlent. Seulement, les révolutionnaires pensent que cette amélioration pacifique n'est que partiellement possible et qu'elle ne répond pas aux

grandes exigences : arrêt de l'exploitation, arrêt de l'impérialisme et du néo-colonialisme, arrêt des politiques anti-écologiques, mise en place d'un vrai pouvoir auto-organisé.

Pourquoi rappeler ces principes ? Pour bien expliquer la teneur des désaccords. Si je ne rejoins pas FI, et que d'autres ne le font pas, ce n'est pas parce que nous avons « un problème d'égo » mais parce que nous avons un problème politique avec cette démarche. Le dire comme ça permet, dès lors, de discuter politique plus sereinement - du moins je l'espère.

Parce qu'en dehors des périodes de turbulences sociales, où les désaccords entre réformistes et révolutionnaires peuvent atteindre des antagonismes importants, il est possible d'agir ensemble sur un programme de revendications immédiates déterminé collectivement, ce qui n'empêche pas à côté de défendre son programme propre. C'est ici que, je crois, entre le véritable enjeu pour les mois qui viennent.

Il nous faut construire nos organisations propres, pour faire vivre nos traditions, nos propositions, et, du même coup, le pluralisme.

Mais nous ne devons pas, pour autant, éviter la politique telle qu'elle se présente à nous, et s'enfermer dans un sectarisme stérile. Macron va mener une politique pire que celle de Hollande et de Sarkozy à en lire son programme et ses déclarations. Nous ne pouvons rester sans rien faire parce que cette politique va s'en prendre à notre classe (et particulièrement à la partie issue de l'immigration) et, y compris, à nous-mêmes militants politique, avec le durcissement des mesures liberticides contre les manifestants.

Nous pouvons nous mettre d'accords sur une campagne commune via un programme de revendications pour rappeler, de manière unitaire, par des réunions publiques, des manifestations, et d'autres moyens d'actions, qu'une autre politique sociale, écologique, démocratique, est possible. Les élections ne peuvent pas rythmer la vie politique des partis de gauche. Nous devons (FI, PCF, EELV, Ensemble, NPA, LO, libertaires et d'autres) imposer notre propre calendrier politique. Pour cela il faut déjà se rencontrer et s'envoyer des signaux. Le NPA l'a fait dans un communiqué en appelant à voter pour les candidatures PCF et FI au deuxième tour des législatives. Dans l'Eure, par exemple, il y a même eu une candidature commune aux législatives FI, PCF, Ensemble, NPA, avec des militants qui continuent de se rencontrer pour construire un front social et politique. Dans la Vienne, en plus d'appeler à voter FI dans une circonscription, le NPA invite d'ores et déjà les forces de gauche à venir débattre à sa fête annuelle. Bref, il faut multiplier ces rendez-vous, et, dès la rentrée, être une force alternative.

Alexandre Raguet

Poitiers, le 15 juin 2017.

P.-S.

* MEDIAPART. LE BLOG DE ALEXANDRE RAGUET. 15 JUIN 2017 :
<https://blogs.mediapart.fr/alexandre-raguet/blog/150617/lettre-aux-insoumis>

* Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.